



Communiqué CGT Ville de Paris résultats élections Européennes du 09 juin 2024.

Les résultats des élections européennes du 09 juin 2024 devraient imposer à toutes et tous une analyse concrète des raisons pour lesquelles de nombreux citoyens s'abstiennent ou choisissent le vote « extrême-droite ».

Considérer que l'ensemble de l'électorat RN et Reconquête, plus particulièrement celui issue de la classe ouvrière, a fait un choix d'adhésion aux thèses racistes, xénophobes, homophobes... nous semblerait être une profonde erreur d'analyse qui conduirait à renouveler les conditions de la situation actuelle avec des conséquences encore plus graves dans un avenir proche.

D'une part, ce 9 juin a été l'occasion de sanctionner Macron et sa politique mortifère qui appauvrit la population et détruit l'ensemble des conquies sociaux.

D'autre part, il s'agissait d'un scrutin européen et, selon nous, ce sont les politiques de l'UE, son fonctionnement ainsi que la soumission de la France à celle-ci qui ont aussi été sanctionnés.

L'abstentionnisme en est également une des formes d'expression.

Personne ou presque ne l'ignore : les politiques nationales ne sont pas indépendantes des décisions européennes dans la plupart des cas :

Les différentes réformes des retraites, les casses successives de l'assurance-chômage, de la Sécurité Sociale...les gels du point d'indice dans la fonction publique, la casse des services publics, la loi El-Khomry, la loi de transformation de la Fonction Publique, le projet Guérini, la future loi Travail N°2..

Alors quel bilan tirer de ces décennies de reculs sociaux et de la capacité des travailleurs organisés à y faire face ?

Quels outils et grilles de lecture la CGT peut-elle mettre à disposition des travailleurs pour les rassembler autour de revendications et d'actions qui permettront un changement radical de politique dans une démocratie populaire réelle ?

Rassembler, faire l'unité du monde du travail exige autre chose que d'appeler à un « front républicain » qui ne sert en réalité qu'aux appareils politiques institutionnels qui matraquent les travailleurs depuis des décennies.

En urgence, la CGT doit appeler à des mobilisations massives sur l'ensemble de ses revendications en matière de retraite, d'assurance-chômage, de salaires, de statut des fonctionnaires, de services publics, de réindustrialisation... mais aussi sur une ligne claire concernant la position de la CGT sur les questions du fonctionnement d'une Europe qui nous impose toutes les lois scélérates de destructions de nos conquies sociaux , qui vont à l'encontre des intérêts du prolétariat et qui nourrissent la finance mondiale.

La souveraineté populaire doit être au centre de nos exigences.

Les syndicats CGT du Comité Ville de Paris, réunis ce matin, se mobiliseront face à la stratégie de « la gauche et de la droite du capital », de son chantage systématique de l'utilisation de l'extrême-droite française et du front républicain, pour faire élire Macron avec ou sans premier ministre d'extrême-droite.

Cet agent des banques Rothschild au service de la finance mondiale, mis en avant sur la scène politique par « la gauche du Capital », n'a fait que contribuer à la montée de l'imposture de l'extrême-droite française qui atteint aujourd'hui près de 40% de vote sur le scrutin des Européennes !

Contre le capitalisme et l'extrême-droite qui sont les deux faces d'une même pièce, la CGT dans son unité doit faire irruption dans ce coup de poker mortifère, imposé par Macron dans les législatives des 30 juin et 07 juillet prochain, par la grève et par l'action pour porter radicalement l'ensemble des revendications du monde du travail. Nous devons dénoncer haut et fort l'imposture de l'extrême-droite française qui vote systématiquement tous les reculs sociaux contre les intérêts du prolétariat, notamment le refus de l'augmentation généralisé des salaires voté défavorablement par l'axe RN / Renaissance / LR.

Nous devons faire de chaque journée jusqu'aux élections législatives, front commun contre tous les courants capitalistes réformistes au pouvoir et bâtir par l'unité des travailleurs et l'action collective le rapport de force le plus déterminé possible.

Paris, le 10 juin 2024

« le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie, mais son évolution par temps de crise »

Bertolt Brecht